

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/40/Suppl.7
8 mars 2002

(02-1180)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

DEMANDE DE CONSULTATIONS PRÉSENTÉE PAR LE JAPON AU TITRE DE L'ARTICLE 12:3 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES

Imposition par les États-Unis d'une mesure de sauvegarde
à l'importation de certains produits en acier

Supplément

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 6 mars 2002.

Les autorités de mon pays m'ont chargé de vous faire savoir que le gouvernement japonais demande l'ouverture de consultations avec le gouvernement des États-Unis, conformément à l'article 12:3 de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, en tant que Membre ayant un intérêt substantiel en tant qu'exportateur des produits considérés.

Le Japon estime que des possibilités adéquates de consultation préalable doivent être ménagées avant l'application de la mesure de sauvegarde. En outre, tous les renseignements pertinents doivent être fournis conformément à l'article 12:1 c) et 12:2, maintenant que les États-Unis ont annoncé publiquement l'application de la mesure de sauvegarde avec la publication de la Décision présidentielle le 5 mars 2002.

La demande ne préjuge pas de la position du Japon sur le point de savoir si la période comprise entre l'annonce et l'application des mesures projetées laisse suffisamment de temps pour procéder à un échange de vues utile, comme l'exige l'article 12:3.
